

27 novembre 2013 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse conjointe de MM. François Hollande, Président de la République, et Mariano Rajoy, président du gouvernement espagnol, sur les relations franco-espagnoles et sur la construction européenne, à Madrid le 27 novembre 2013.

M. MARIANO RAJOY Bonsoir, je suis ce soir devant vous pour vous rendre compte des résultats de ce 23ème Sommet franco-espagnol qui a eu lieu aujourd'hui, le 27 novembre 2013.

Vous vous souviendrez que c'est le 10 octobre de l'année dernière au Sommet à Paris que le Président HOLLANDE et moi avons décidé de tenir des Sommets tous les ans, ce qui n'avait pas été le cas depuis 2009.

Nous pensons que ces Sommets sont nécessaires, utiles et souhaitables et qu'ils constituent surtout une bonne occasion de donner une impulsion politique à des projets qui doivent contribuer à nous unir encore davantage et à surmonter ce qui a été une barrière, une frontière historique entre nos deux pays.

C'est le chemin pour l'Europe et pour le monde : dépasser les barrières, les frontières. Ne pas se résigner et ne pas surtout les ériger.

J'aimerais saisir cette occasion pour exprimer publiquement ma satisfaction concernant la réussite de l'opération qu'a subie sa Majesté le roi et lui transmettre tous mes vux, qui sont les vux de tous les Espagnols pour la santé de sa Majesté, qui est admirée, reconnue en France et dans le reste du monde, comme en Espagne.

Je crois que vous avez reçu la déclaration conjointe que nous avons adoptée aujourd'hui, et qui comprend les principaux sujets abordés lors de ce Sommet.

J'aimerais souligner qu'en plus de nous revoir une fois par an, le Président HOLLANDE et moi, nous avons décidé que ces Sommets doivent être une occasion de présenter des résultats concrets et d'impulser de nouveaux projets.

Je voudrais vous faire part de certains d'entre eux. Nous avons une véritable réussite conjointe avec la finalisation de la ligne à grande vitesse entre Perpignan et Barcelone, qui permettra de connecter la France et l'Espagne à grande vitesse, et finalement, l'Espagne avec le reste de l'Europe.

L'ouverture commerciale de cette ligne commencera le 15 décembre prochain et cette finalisation de la ligne à haute vitesse réaffirme la Catalogne comme axe d'interconnexion franco-espagnol et rapproche les peuples français et espagnol.

Le Président HOLLANDE et moi, avons décidé de célébrer ce jalon de notre histoire, il y aura donc une inauguration officielle à haut niveau.

Dans le domaine des interconnexions ferroviaires, nous nous sommes également félicités des importants progrès dans le projet d'implantation des voies internationales, jusqu'à Valence et Alicante, ce qui ouvre une nouvelle perspective pour l'axe ferroviaire du sud-ouest de l'Europe et qui donnera un nouvel élan au développement économique.

Le Corridor méditerranéen a été et sera une priorité de mon gouvernement.

En matière d'interconnexion énergétique, j'aimerais vous indiquer que les gouvernements

français et espagnols ont saisi l'occasion de ce Sommet pour leur donner également un nouvel élan.

La ligne électrique à haute tension entrera en fonctionnement au premier semestre 2015, ce qui augmentera la possibilité d'échanges énergétiques à 2800 Mégawatt, entre nos deux pays, et permettra de garantir la sécurité de nos réseaux électriques et l'intégration des énergies renouvelables.

Nous avons passé en revue l'étroite coopération en matière de gaz et nous nous sommes félicités des travaux d'agrandissement des gazoducs en Navarre et dans le Pays Basque. Ces travaux permettront de multiplier par trois, rien de moins, nos capacités d'échanges de gaz par rapport à 2010. Il y a également dans le Golfe de Gascogne les échanges, dans le cadre du projet MIDCAT, qui sont dans la liste des projets européens, d'intérêts européens de l'Union européenne.

Sur les questions intérieures, nous sommes entièrement d'accord concernant la lutte contre le terrorisme et le trafic de drogue, ainsi que dans les domaines de la lutte contre le changement climatique, les affaires étrangères, l'éducation. Deux mémorandums d'entente ont été signés, dans le domaine de la formation professionnelle et dans celui de l'économie sociale, ainsi qu'un accord qui permettra de commencer à la mi-décembre l'opération et l'exploitation commerciale de la ligne à Grande vitesse entre Perpignan et Barcelone.

Bien entendu, la réforme de l'Union économique et monétaire, essentielle pour notre monnaie commune, a fait l'objet d'une attention particulière de la part de nos deux délégations, surtout en vue du prochain Conseil européen des 19 et 20 décembre.

Je dois dire, et nous l'avons constaté à nouveau aujourd'hui, que la France et l'Espagne partagent une vision et des intérêts communs qui peuvent se résumer comme suit : L'Union et ses institutions peuvent et doivent faire davantage, plus vite et être plus efficaces en faveur de la croissance et de l'emploi.

Elle doit accompagner les réformes structurelles nécessaires, mises en œuvre par les Etats membres, avec les instruments disponibles au sein de l'Union européenne.

Les institutions de l'Union, doivent, comme nous l'avons souligné lors du Sommet de l'emploi pour les jeunes, du 12 novembre dernier à Paris, mettre en place des procédures rapides et efficaces pour déboursier les fonds en faveur de l'emploi des jeunes, afin que cette initiative de l'emploi pour les jeunes soit mise en œuvre dès janvier 2014.

Les institutions de l'Union européenne doivent utiliser toutes leurs capacités d'action pour rétablir les flux de crédit vers nos économies, en particulier pour les PME.

Quatrièmement, nous devons mettre en œuvre la feuille de route du Conseil européen pour la réforme de l'Union économique et monétaire et en particulier, l'Union bancaire. En effet, la force de nos économies dépendra de notre capacité à prendre cette mesure nécessaire pour le financement de nos citoyens, de nos entreprises et mettre un terme à la fragmentation des marchés financiers.

Enfin, en ce qui concerne l'agenda international, nous avons parlé de la Syrie. Sur ce dossier, nos pays continuent à travailler ensemble pour trouver une solution négociée à ce conflit sanglant, à travers les négociations de Genève qui auront lieu probablement le 22 janvier 2014, d'après ce qu'a dit le Secrétaire général des Nations-Unies.

Sur l'Iran, le Président HOLLANDE et moi-même, nous sommes félicités de l'accord temporaire qui a été conclu dimanche dernier à Genève, qui ouvre les portes à une solution diplomatique définitive à la question nucléaire, ce qui se fait au bénéfice de toute la région.

C'est le résultat d'un effort de toute la communauté internationale, mais tout particulièrement de l'Union européenne.

Nous sommes conscients des défis en suspens pour l'avenir et qui dépendront du cadre de confiance qui se mettra en place grâce à cet accord.

Dans le cadre de la réunion de Vilnius de demain, la France et l'Espagne regrettent la décision des autorités ukrainiennes de remettre à plus tard la signature d'accords d'association. Mais l'offre de l'Union européenne reste sur la table.

Nous devons amener la relation entre l'Union européenne et la Russie à une phase de plus

grande confiance, ce qui sera au bénéfice de tous.

L'avenir et la prospérité de l'Espagne et de la France passe par une Europe plus forte, plus unie, plus compétitive et qui ait son mot à dire sur la scène internationale.

Emploi, croissance, compétitivité, prospérité, voilà quels sont nos objectifs primordiaux et nos deux gouvernements se sont engagés à les atteindre.

Une fois passée la phase critique de la crise qu'a connue la zone euro, l'Europe ne peut pas baisser la garde dans cette ligne finale vers la croissance. Nous devons poursuivre le processus de réforme avec la célérité et les efforts nécessaires.

Je voudrais remercier, je l'ai fait de façon informelle, mais je voudrais remercier le Président HOLLANDE, tous les ministres qui l'accompagne, toute sa délégation et tous ses collaborateurs pour leur présence dans notre pays aujourd'hui.

La relation bilatérale est, et c'est quelque chose d'extrêmement positif, est une relation en excellente santé et je suis sûr que cela sera au bénéfice des intérêts des citoyens français et espagnols. Et en fin de compte, c'est bien là notre mission.

Merci beaucoup à nouveau M. le président d'être parmi nous.

LE PRESIDENT Monsieur le président, cher Mariano RAJOY, je voudrais d'abord vous remercier pour l'accueil que vous avez réservé à la délégation, au Premier ministre, à moi-même, pour ce 23ème Sommet entre la France et l'Espagne.

Nous avons décidé de nous réunir chaque année, non pas simplement pour évoquer la qualité de la relation entre nos deux pays, mais pour agir. Agir dans le sens des investissements qui peuvent être portés par nos deux pays, on en a une illustration, et agir au niveau de l'Union européenne. Permettez-moi à mon tour, d'adresser au roi d'Espagne mes vœux de prompt rétablissement.

Les liens que nous avons avec l'Espagne, ce grand pays, sont des liens forgés par l'histoire, mais aussi par les événements que nous venons de traverser, que le peuple espagnol connaît. C'est-à-dire une crise, qui est en train de s'achever.

Vous rappeliez, cher Mariano, qu'il y a un an, nous étions déjà réunis, octobre 2012. Quelle était la situation ? On se posait la question de l'avenir de la zone euro, de savoir si elle n'allait pas éclater. Nous nous posions la question, vous vous posiez la question de ce qu'allait être la situation de l'Espagne, de son système bancaire.

Un an après, nous sommes sortis de cette phase-là, en revanche nous avons besoin de remettre de la croissance dans nos économies et de la confiance. J'y reviendrai.

Un mot sur notre relation bilatérale. Nous avons il est vrai, signé un certain nombre d'accords en matière d'éducation, de formation, d'économie sociale. Nous avons rappelé ce qu'était notre coopération policière pour lutter contre le terrorisme, lutter contre les trafics, notamment de drogue, et faire en sorte que nous puissions maîtriser l'immigration.

Nous avons aussi souhaité qu'il y ait davantage de coopération industrielle et il y a quelques sujets qui nous sont communs.

Mais il y a eu enfin, l'acte le plus important, c'est-à-dire, la prochaine ouverture de la ligne à grande vitesse entre Perpignan et Barcelone, je devrais dire entre Paris et Barcelone. Nous allons mettre maintenant 6h20, sans changement. Autrefois - autrefois c'était hier - il fallait prendre un train de nuit. Il s'arrêtait à Limoges - c'était pratique pour ceux qui étaient de cette région, c'était mon cas. Et cela mettait 11h30, entre Paris et Barcelone.

Pour la première fois, il va y avoir une interconnexion à grande vitesse entre les deux réseaux ferroviaires, français et espagnols. C'est une grande réussite et en même temps, il a fallu 20 ans, puisque c'était au cours d'une réunion, équivalente à la nôtre, en 1992 que cette décision fut prise.

Donc, nous avons cette obligation d'accélérer, de réaliser de grands projets. Celui-là en est un. Nous en avons d'autres à l'esprit, les interconnexions énergétiques qui sont majeures pour la France et pour l'Espagne. Nous avons évoqué la ligne à haute tension, à travers le Golfe de Gascogne et également de grands travaux en matière d'infrastructures gazières.

C'est important pour à la fois l'emploi mais également notre autonomie énergétique.

Je voulais insister là-dessus, parce que lorsque nous voulons resserrer nos liens, c'est à travers des grandes infrastructures. Rapprocher nos peuples, c'est à travers des lignes de transport et il v

en a d'autre à ouvrir. Chacun les a à l'esprit.

Il faut avoir néanmoins des financements, cela nous ramène à la question européenne. D'abord parce qu'il y a des financements au sein de l'Union européenne : le budget vient d'être voté et une part des dépenses qui seront liées à ces infrastructures seront couvertes par les crédits européens.

Et nous allons devoir aller les chercher le plus rapidement possible, comme d'ailleurs ceux de la banque européenne d'investissement.

Qu'avons-nous à faire ensemble, France et Espagne au plan européen ? Je l'ai dit, nous avons travaillé ensemble pour sortir la zone euro de la crise.

Mais nous avons maintenant à faire en sorte que les crises ne se répètent pas et que la croissance puisse être soutenue. Comment y parvenir ?

D'abord, en réalisant l'Union bancaire. L'Union bancaire, c'est l'autre formule de la régulation de la finance, c'est la manière à la fois de surveiller, superviser et de résoudre d'éventuelles difficultés qui peuvent se produire dans un certain nombre d'établissements.

Donc, nous voulons, la France et l'Espagne, que l'ensemble des procédures permettant la supervision, c'est fait, mais la résolution des crises puisse être adoptée au Conseil européen de décembre.

Ce qui veut dire deux choses, un mécanisme européen de résolution des banques défailtantes et la recapitalisation directe des banques par le mécanisme européen de stabilité.

Voilà nos objectifs. Il est vrai que nous sommes dans un contexte qui permet de les atteindre, puisqu'un grand nombre de pays européens sont d'accord sur l'Union bancaire, sans qu'il soit nécessaire de modifier quelque traité que ce soit.

Il semble qu'il y ait un accord de coalition qui soit en train de se nouer en Allemagne. Eh bien pour ce que j'en connais - je ne connais pas tout, je ne suis pas associé, tout comme Mariano RAJOY, aux discussions et c'est normal, ais nous les suivons avec intérêt - je pense que cela va également dans la bonne direction.

Nous devons envoyer un message clair aux opinions publiques européennes à la fin de l'année 2013 parce que c'est une autre phase qui va s'ouvrir. Cela signifiera que l'on ne revivra plus les crises bancaires que nous avons traversées, et surtout le lien qui avait été établi entre le secteur bancaire et ce que l'on appelle le secteur souverain, c'est-à-dire les Etats, sera brisé. Cela permettra une baisse des taux d'intérêt. Je pense que l'Espagne est particulièrement attentive à cette question.

Nous souhaitons d'une manière générale qu'il y ait plus de liquidités. C'est un thème que reprend souvent Mariano RAJOY dans les Conseils européens. Plus de liquidités, c'est-à-dire plus de capacités de financement. Cela relève de la responsabilité de la Banque centrale européenne. Mais nous souhaitons également qu'il y ait par la Banque européenne d'investissement plus de facilités qui soient accordées aux PME et aux collectivités locales de façon à ce qu'il y ait un effet de levier qui puisse être apporté.

Nous avons aussi deux objectifs en matière d'emploi que nous partageons.

D'abord l'emploi des jeunes. Il s'est tenu une réunion de chefs d'Etat et de gouvernement à Paris il y a quelques jours, où nous avons demandé et obtenu que les crédits soient immédiatement disponibles, dès les 1er janvier, pour qu'ils puissent être utilisés notamment pour la « garantie jeunes » qui devra être mise en place au niveau européen.

Cela intéresse la France. Cela intéresse l'Espagne. Si nous pouvons avoir le pré financement, ce sera encore mieux. C'est une demande que nous formulons ensemble.

Deuxième objectif, c'est de lutter contre les abus et les fraudes. C'est ce que nous appelons l'application, l'exécution, la correction devrais-je dire, de la directive dite détachement des travailleurs.

Nous ne pouvons pas accepter qu'au nom de la libre circulation, qui est un principe qui vaut en Europe, il puisse y avoir des abus, des fraudes et une mise en cause du travail et de l'emploi dans nos pays.

Très prochainement, il y aura donc un conseil des ministres du travail au niveau européen et cela

sera la proposition que nous porterons.

Nous souhaitons également, qu'il y ait une meilleure gouvernance de la zone euro, ce qui suppose une coordination des politiques économiques sans qu'il soit besoin d'en rajouter sur les obligations qui existent déjà.

Je veux terminer parce que je ne voudrais pas être trop long. Nous avons aussi parlé, les ministres des Affaires étrangères y ont été bien sûr associés, des questions internationales. Sur l'Iran, nous avons rappelé, la France y est très attachée, que l'accord qui est intervenu, c'est une première étape. Une première étape qui doit être suivie par une autre sinon ce ne serait pas la première.

Il y aura donc d'autres discussions pour qu'il y ait le renoncement à l'arme nucléaire par l'Iran. Nous avons porté des exigences, la France, elles se sont retrouvées dans l'accord. C'est pourquoi nous l'avons accepté. Enfin, nous serons d'une grande vigilance pour son application et pour la suite. L'Espagne est parfaitement solidaire de cette position.

Nous avons évoqué la Syrie, Mariano a dit ce qu'il convenait de dire. Une conférence est prévue, faut-il encore qu'elle serve à quelque chose et que l'on trouve une solution politique.

Je veux terminer par la République centrafricaine où une situation extrêmement grave est relevée au plan humanitaire et où il y a un risque de conflit inter religion. La communauté internationale ne peut pas l'accepter et ce serait notre responsabilité qui serait engagée. C'est pourquoi, une résolution du Conseil de Sécurité va bientôt être adoptée et que la France soutiendra la force africaine qui va se déployer.

Je souhaite, je demande d'ailleurs que l'Europe soit à nos côtés. Elle l'est d'ores et déjà et je sais que l'Espagne y contribuera de la meilleure des manières. Parce que, ce que nous devons faire, c'est trouver une solution humanitaire qui, bien sûr, passera par une phase sécuritaire qui débouchera ensuite sur une transition politique dont on sait qu'elle n'est pas facile dans ce pays depuis hélas, trop d'années.

La France prend ses responsabilités non pas parce qu'elle aurait simplement une histoire avec ce pays-là ou avec l'Afrique. Non ! Parce qu'elle est consciente des risques qui peuvent s'y produire, des dangers qu'une telle situation recèle et nous devons donc être présents, à notre place. La France réunira un Sommet au tout début du mois de décembre avec les pays africains, avec l'Europe, avec l'ONU puisque le Secrétaire général des Nations unies y sera et je sais que l'Espagne est particulièrement attentive parce qu'elle est également consciente de ses propres devoirs au niveau de l'Afrique.

Voilà ce que je voulais dire en me félicitant vraiment de la relation de confiance qui existe. En m'adressant aussi aux peuples qui sont aujourd'hui, au-delà des gouvernements, concernés. Nous devons réussir. Nous devons réussir à remettre nos économies dans le sens de la croissance. Cela suppose qu'il y ait des actions au niveau de l'Europe. Nous y travaillons. Jamais il n'y aura eu autant de mécanismes de stabilité et donc de solidarité. Faut-il encore les faire jouer. Et cela suppose que nous puissions, dans nos pays respectifs, chacun avec ses politiques, ses choix, mettre davantage de confiance, davantage de justice et davantage de compétitivité. QUESTION - Bonsoir, ma question s'adresse à vous Monsieur le Président. On a appris ce soir qu'en France, le PDG sortant du groupe PSA, Philippe VARIN, renonçait finalement à une retraite chapeau de 21 millions d'euros. Je voulais avoir votre sentiment sur cette annonce et savoir aussi si vous trouvez normal qu'aujourd'hui encore en France il faille une pression de l'opinion, une pression politique pour mettre un terme à ce genre de pratiques.

LE PRESIDENT - C'est une décision sage. C'est le moins que l'on puisse dire. C'était d'ailleurs la seule possible au regard de la situation de l'entreprise, des efforts, pour ne pas dire des sacrifices qui ont été demandés aux salariés de Peugeot et compte tenu aussi de la garantie qui avait été apportée par l'État pour permettre justement à Peugeot de poursuivre ses activités sans être mise en péril par un établissement financier qui dépend de cette entreprise.

Il y a eu, c'est vrai, un certain nombre de voix qui se sont élevées pour dire qu'il y a des règles à respecter, des règles qui ne pas nécessairement écrites et qui vont de soi. Nous devons toujours avoir à l'esprit que c'est l'entreprise qui compte. L'entreprise, c'est-à-dire l'emploi dans ces

entreprises. C'est-à-dire, leur capacité à pouvoir avoir un avenir. Chacun doit bien prendre conscience à quelque niveau que ce soit, de sa responsabilité. C'est ce qui a été fait.

QUESTION - J'ai deux questions pour les deux Présidents. Tout d'abord, j'aimerais savoir quel est votre avis en ce qui concerne l'accord de gouvernement allemand et est-ce que vous considérez que cet accord peut permettre de relâcher un peu les politiques de rigueur en Europe de la part de la Chancelière allemande. S'il y a une entrée de l'Ecosse dans l'Union européenne, et s'il y avait une demande d'entrée de la Catalogne, est-ce que le Président HOLLANDE s'y opposerait.

LE PRESIDENT - Sur toutes les questions, je ne pourrais pas répondre avec autant de précisions que M. RAJOY. Mais il y a un principe qui est que ce qui relève de la vie politique d'un pays n'a pas à être commenté par un autre.

Première illustration, il y aura un accord de coalition entre le SPD, la CDU, la CSU en Allemagne si les adhérents des partis respectifs l'acceptent mais il ne m'appartient pas ici de faire quelque commentaire que ce soit.

En revanche, sur le contenu de l'accord, je vois ce que cela peut représenter comme intérêt pour les positions que je défends au plan européen.

Premièrement, l'instauration d'un Smic en Allemagne, c'est-à-dire au 1er janvier 2015, dans tous les secteurs, il devrait y avoir l'application de ce salaire minimum. C'était une demande que nous adressions depuis longtemps à l'Allemagne, compte tenu des distorsions de concurrence qui pouvaient exister dans certaines industries, et notamment agroalimentaires.

Il y a un deuxième point de l'accord qui est peu souligné, c'est une amélioration et l'accès à la retraite pour ceux qui ont travaillé longtemps en Allemagne. Une disposition que nous avons nous-mêmes prise en 2012. Je pense donc qu'elle va également dans la bonne direction.

Une troisième disposition, qui est plus massive encore sur le plan de la croissance, c'est un programme d'investissement, d'infrastructures, qui aura forcément des conséquences pour l'activité en Allemagne et également pour l'Europe toute entière.

Puis, il y a les dispositions sur l'Union bancaire qui vont également dans la bonne direction.

Voilà pourquoi, si cet accord devait être confirmé, je considère qu'il viendrait au bon moment et avec ce que disait Mariano RAJOY, la stabilité pour l'appliquer. Cela compte la stabilité.

On me pose la question sur la Catalogne et l'Espagne. La Catalogne, c'est une région de l'Espagne et c'est donc une question intérieure à l'Espagne et qui relève de sa seule souveraineté. Je n'ai pas d'autre commentaire à faire.